

Résultats des votes allemand et Italien : krach en vue

Article rédigé par *Marc Rousset*, le 09 mars 2018

Source [Boulevard Voltaire] La victoire en Europe des droites nationales patriotes et populistes est en vue ! Pas bon du tout pour les profits et les cours de bourse.

Le résultat des votes allemand et italien montre que la victoire, en Europe, des droites nationales patriotes et populistes est en vue ! Pas bon du tout pour les profits et les cours de Bourse.

Madame Merkel estime, à tort, que les États-Unis font fausse route avec le protectionnisme, des taxes douanières américaines de 25 % sur l'acier, de 10 % sur l'aluminium, des représailles chinoises sur le sorgho et le soja américain, des représailles européennes sur les Harley-Davidson, le bourbon et les Levi's. La nécessaire fin du libre-échange mondialiste, excellente nouvelle pour les peuples et les emplois des pays occidentaux, n'en est pas une pour les Bourses.

Quant au fonds américain Bridgewater, il a détrôné George Soros. Il vient de miser 22 milliards de dollars sur un krach dans les douze à dix-huit prochains mois. Il estime qu'on est proche de la fin d'un cycle, que le niveau des dettes publiques et privées, des crédits aux ménages aux États-Unis est démentiel, que les entreprises européennes sont très menacées suite à leur exposition aux marchés américains et internationaux. Il spéculait donc à la baisse pour la moitié du DAX allemand (7,3 milliards de dollars), 4,5 milliards de dollars pour les entreprises françaises, 3 milliards pour les entreprises italiennes. Enfin, ce fonds a tout particulièrement dans son viseur la Deutsche Bank et les banques italiennes gangrenées par les créances douteuses telles que Intesa Sanpaolo.

En Italie, nombre de petites banques pléthoriques sont en difficulté. Elles croulent sous des montagnes de créances douteuses, des prêts bancaires souscrits par des entreprises et des particuliers qui ne parviennent pas à les rembourser en raison de la crise économique.

Les prêts pourris avoisinent les 1.000 milliards d'euros dans les bilans des banques de la zone euro, soit 6,2 % du montant total des prêts, contre 1,3 % aux États-Unis et 0,9 % au Royaume-Uni. Si les banques européennes comptabilisaient les prêts pourris dans leurs comptes à leur juste valeur, le levier d'endettement serait de 23,3 pour le Crédit agricole, 29,0 pour BPCE-Natixis, 38,3 pour BNP Paribas et 38,9 pour la Société générale (autrement dit, 1 euro de capitaux propres pour 38,9 euros d'engagements). La Banque Lehman Brothers avait un effet de levier de 32 lorsqu'elle a fait faillite en septembre 2008.

De 2000 à 2017, le PIB américain est passé de 10.600 milliards de dollars à 19.300 milliards de dollars, soit une augmentation de 8.700 milliards de dollars, tandis que la dette publique du gouvernement américain augmentait plus vite, pendant la même période, de 15.000 milliards de dollars.

Le déficit du gouvernement américain, en 2017, est de 1.200 milliards de dollars, soit plus que le PIB australien. La valeur de l'actif net du gouvernement américain (ses actifs moins les dettes) est de -20,4 milliards de dollars – la faillite totale, donc, pour une société privée. Mais, plus effrayant encore, si l'on tient compte des dépenses futures et des revenus futurs des caisses de retraite et d'assurance publiques américaines, l'actif net du gouvernement américain est dans le rouge pour 50.000 milliards de dollars de plus, soit -70 000 milliards de dollars !

S'il a fallu des décennies, à la Banque du Japon, pour faire gonfler son bilan jusqu'à 5.000 milliards de dollars, il aura fallu seulement huit ans à la Federal Reserve américaine pour faire bondir le sien à 4.500 milliards de dollars. Les marchés ne sont pas prêts pour le franchissement, par les obligations américaines sur dix ans, du seuil des 3 % et un dollar qui plonge, a déclaré Thomas Buberl, directeur général d'Axa.

Draghi nous annonce que la BCE ne peut pas stopper ses achats obligataires car les taux du Bund allemand sur dix ans pourraient doubler à 0,79 %, avant de doubler à nouveau et de s'envoler ! Or, à l'automne, les achats devraient normalement cesser et les taux directeurs augmenter.

De 2007 à 2018, les taux d'emprunts d'État ont dégringolé, en moyenne, de 4,2 % à 0,9 %. Une hausse des taux de 1 % alourdirait la note, pour l'État français, de deux milliards par an, tandis que le cours des obligations baisserait de 10 %. Powell et Draghi font face à la quadrature du cercle pour augmenter les taux. Krach en vue !